

Etats-Unis/Politique

En désaccord avec Trump, le chef du Pentagone claque la porte

AFP
Washington/États-Unis

Pour Jim Mattis, ancien général des Marines, souvent considéré comme "l'adulte dans la pièce" selon une expression américaine très parlante, l'annonce soudaine du retrait des troupes américaines de Syrie semble avoir été la décision de trop.

LE chef du Pentagone Jim Mattis a brutalement annoncé jeudi sa démission du gouvernement de Donald Trump, affichant son désaccord avec la nouvelle stratégie de la Maison Blanche marquée par le retrait des troupes de Syrie et la préparation d'un désengagement partiel d'Afghanistan.

La démission de Jim Mattis, homme respecté sur la scène internationale qui incarnait une forme de stabilité au sein d'une administration traversée de secousses, est un camouflet pour le tempétueux président des États-Unis, qui apparaît de plus en plus isolé.

Dans un courrier adressé au locataire de la Maison Blanche, cet ex-général des Marines âgé de 68 ans, qui entretenait des relations difficiles avec M. Trump depuis plusieurs mois, insiste sur la nécessité pour les États-Unis de "traiter les alliés avec respect".

Ce faisant, il marque implicitement son désaccord avec un président qui a pris pour cible un à un au cours des derniers mois les dirigeants des principales



Photo : AFP

Le désormais ex-secrétaire à la Défense Jim Mattis : "Je pense que me retirer est la bonne chose à faire".

puissances occidentales. "Je pense que me retirer est la bonne chose à faire", ajoute-t-il dans ce courrier qui a fait l'effet d'un véritable coup de tonnerre à Washington.

RETRAIT "IMPORTANT" D'AFGHANISTAN Dans sa lettre, le ministre démissionnaire n'évoque pas directement le dossier syrien, si ce n'est pour citer la coalition internationale contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) comme exemple de l'utilité des alliances.

Mais il sait que son départ sera interprété comme la marque de son clair désaccord avec M. Trump, qui a annoncé mercredi le départ le plus rapide possible des quelque 2 000 soldats américains stationnés en Syrie.

D'autant que l'administration Trump prépare également un retrait

"important" des troupes stationnées en Afghanistan a indiqué jeudi soir à l'AFP, sous couvert d'anonymat, un responsable américain. Or, Jim Mattis avait plaidé et obtenu l'an dernier une augmentation des troupes. Le Wall Street Journal et le New York Times évoquent le départ de la moitié des 14 000 militaires américains engagés sur le sol afghan dans ce conflit vieux de 17 ans lancé après les attentats du 11-Septembre 2001.

A l'unisson, des élus des deux bords politiques ont exprimé leur déception, voire leur inquiétude.

"C'est un jour très triste pour notre pays", a lancé Nancy Pelosi, cheffe des démocrates à la Chambre des représentants. En écho, Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate au Sénat, a déploré le départ de l'un des "rares

symboles de force et de stabilité" au sein de l'équipe au pouvoir.

Dans un communiqué cinglant, le républicain Marco Rubio a jugé, à la lecture de la missive, que les États-Unis s'engageaient vers "une série de graves erreurs politiques" qui pourraient abîmer durablement leurs alliances.

Un autre républicain influent, Mitch McConnell, leader de la majorité républicaine au Sénat, a réagi vivement.

Les États-Unis doivent "garder une claire compréhension de qui sont nos amis et nos ennemis et reconnaître que des nations comme la Russie figurent parmi les derniers", a déclaré M. McConnell.

"J'ai été désolé d'apprendre que le secrétaire (à la Défense) Mattis, qui partage ces principes clairs, quittera bientôt l'adminis-

tration", a-t-il dit.

"Mais je suis particulièrement troublé qu'il démissionne en raison de profondes divergences avec le président sur (ces principes) et d'autres aspects essentiels du leadership mondial de l'Amérique", a souligné Mitch McConnell.

"AUX AUTRES DE SE BATTRE" Sur Twitter, Donald Trump n'a pas parlé de démission, indiquant simplement que Jim Mattis quitterait ses fonctions fin février et qu'il nommerait un successeur prochainement.

Martelant que les États-Unis n'avaient pas vocation à être le "gendarme du Moyen-Orient", Donald Trump a défendu jeudi avec force le retrait de Syrie, une décision prise contre l'avis de plusieurs membres de son administration.

Si des questions restent en suspens sur le devenir des frappes aériennes américaines contre l'Irak, sur la politique de Washington vis-à-vis de l'Iran dans la région ou encore sur une décision qui laisse le champ libre à la Russie, le président républicain peut se targuer de tenir une vieille promesse.

"Il est temps que d'autres se battent enfin", a-t-il lancé sur Twitter, estimant que l'Amérique n'avait "RIEN" obtenu d'autre que la perte de vies précieuses et de milliers de milliards de dollars, et invitant "la Russie, l'Iran, la Syrie et beaucoup d'autres" à prendre le relais contre l'Irak.

A travers le monde

•Autriche/Fusillade. Un mort et un blessé à Vienne Une personne a été tuée et une autre blessée par balles hier dans le centre historique de Vienne, a indiqué à l'AFP un porte-parole des ambulanciers. La police a indiqué dans un communiqué avoir lancé des recherches autour du site où les deux personnes ont été trouvées, vers 12H30 GMT (13H30 au Gabon) dans le quartier de Lugeck de la capitale autrichienne.

•Belgique/Crise. Pas d'élections anticipées

Le roi des Belges Philippe a écarté hier la perspective d'élections anticipées après la démission du gouvernement et chargé celui-ci d'"expédier les affaires courantes" d'ici au scrutin législatif du 26 mai, selon un communiqué du Palais royal. La Belgique connaît une crise politique depuis deux semaines, consécutive au départ du gouvernement des ministres nationalistes flamands.

•Espagne/Politique. Scènes de tension à Barcelone



Photo : AFP

Affrontement entre séparatistes radicaux et police, routes coupées : la situation était tendue hier en Catalogne où le gouvernement espagnol a délocalisé à Barcelone, sous haute protection policière, son conseil des ministres, considéré par certains indépendantistes comme une "provocation".

France/Enquête. Attentats de janvier 2015 : procès requis pour 14 personnes

Le parquet de Paris demande un procès aux assises pour 14 personnes, soupçonnées à des degrés divers de soutien logistique aux auteurs des attaques de Charlie Hebdo, Montrouge et de l'Hyper Cacher qui ont fait 17 morts en janvier 2015, a appris l'AFP hier de sources concordantes.

• Irak/Jihadistes. Découverte d'un nouveau charnier dans le nord

Les forces irakiennes ont découvert un nouveau charnier contenant des dizaines de corps dans une région du nord de l'Irak qui était auparavant sous le contrôle du groupe jihadiste Etat islamique (EI), a indiqué hier un responsable de la police.

• Syrie/Conflit. Près de 30 morts dans des frappes de la coalition anti-EI

Près de 30 personnes ont été tuées hier dans des frappes aériennes de la coalition antijihadistes dirigée par les États-Unis contre l'ultime bastion du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a indiqué une ONG.

Roumanie/Justice

L'ex-président Iliescu mis en examen pour "crimes contre l'humanité"

AFP
Bucarest/Roumanie

Il doit répondre de son rôle dans les événements sanglants qui ont suivi la révolution de 1989 et le renversement du régime communiste.

L'ANCIEN président de Roumanie Ion Iliescu a été inculpé de "crimes contre l'humanité" pour son rôle dans les événements sanglants qui ont suivi la révolution de 1989 et le renversement du régime communiste, ont annoncé des procureurs roumains hier.

Cette nouvelle étape d'une longue enquête survient 29 ans après la révolte qui s'est emparée de Bucarest, la capitale du pays, après avoir commencé dans la ville de



Photo : AFP

L'ancien président Ion Iliescu rattrapé par la justice pour des événements remontant à 1989.

Timisoara (ouest) le 16 décembre 1989.

M. Iliescu, 88 ans, a exercé les fonctions de ministre auprès du dictateur communiste Nicolae Ceausescu puis a dirigé le Front de Salut National qui a pris le contrôle

du pays après la révolution. Il a été élu président en 1990 puis de nouveau entre 2000 et 2004.

Aux côtés de M. Iliescu, les procureurs ont mis en examen quatre autres personnes, dont l'ancien

vice-Premier ministre Gelu Voican Voiculescu.

"MM. Iliescu et Voiculescu ont répandu de fausses informations lors de leurs prises de parole à la télévision et dans des communiqués, contribuant ainsi à créer une psychose généralisée", ont estimé les procureurs.

Leurs déclarations ont alimenté les "situations de tirs fratricides, de fusillades confuses et d'ordres militaires contradictoires", ont-ils ajouté en précisant que 862 personnes avaient été tuées lors du soulèvement de décembre.

Les accusés ont également contribué à "la condamnation et l'exécution des Ceausescu après un simulacre de procès", ont fait valoir les procureurs.

M. Voiculescu a réfuté ces accusations lors d'un entretien à la chaîne de télévision Digi24.

"Tout le procès est un acte de revanche politique. C'est triste et douloureux", a-t-il déclaré.

A l'occasion d'un rare commentaire public sur le sujet en avril, M. Iliescu avait dit pouvoir "garder la tête haute devant le jugement de l'histoire".

Selon les procureurs, 275 personnes ont déjà fait face à des poursuites pour leur rôle dans ces événements. Cependant, selon des groupes de soutien aux victimes, seulement une petite dizaine de personnes ont été condamnées.

La chute de Ceausescu est survenue à la fin d'une année décisive qui a vu les régimes communistes d'Europe centrale et de l'est s'effondrer – et avec eux le mur de Berlin en novembre – présageant de l'effondrement de l'Union soviétique fin 1991.